

Vu le décret du 27 juin 1985 relatif à l'assistance spéciale à la jeunesse, notamment l'article 24;
Vu le décret du 4 juin 1986 complémentaire au décret du 27 juin 1985 relatif à l'assistance spéciale à la jeunesse;

Vu l'arrêté de l'Exécutif flamand du 12 octobre 1988 portant création, composition et fonctionnement de la commission instituée par l'article 24 du décret du 27 juin 1985 relatif à l'assistance spéciale à la jeunesse, notamment l'article 3;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 mai 1989;

Vu l'accord du Ministre communautaire des Finances et du Budget, donné le 9 mai 1989;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de procéder sans délai à l'extension de la commission instituée par l'article 24 du décret du 27 juin 1985 relatif à l'assistance spéciale à la jeunesse, afin de pouvoir arriver à une composition équilibrée;

Sur la proposition du Ministre communautaire de l'Aide sociale et de la Famille;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1er. Dans l'article 3 de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 12 octobre 1988 portant création, composition et fonctionnement de la commission instituée par l'article 24 du décret du 27 juin 1985 relatif à l'assistance spéciale à la jeunesse, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la première phrase, le mot « vingt-trois » est remplacé par le mot « vingt-sept »;

2° au 2°, le mot « dix » est remplacé par le mot « douze » et le mot « six » est remplacé par le mot « huit »;

3° au 4° le mot « trois » est remplacé par le mot « cinq ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er mai 1989.

Art. 3. Le Ministre communautaire de l'Aide sociale et de la Famille est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 mai 1989.

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Aide sociale et de la Famille,

J. LENSSSENS

MINISTRE DE LA REGION WALLONNE

F. 89 — 1107

11 MAI 1989. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1989-1990 dans la Région wallonne

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, notamment les articles 1er et 10, modifiés par l'arrêté royal du 10 juillet 1972;

Vu la Convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux, signée à Bruxelles le 10 juin 1970 et approuvée par la loi du 29 juillet 1971, notamment l'article 4, modifié par le Protocole signé à Luxembourg le 20 juin 1977 et approuvé par la loi du 20 avril 1982;

Vu la Directive du Conseil des Communautés européennes du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages (79/409/CEE), notamment l'article 9;

Vu la Décision du Comité des Ministres de l'Union économique Benelux du 20 décembre 1983 désignant les espèces de gibier et les régions des pays du Benelux où un plan de tir sera appliqué;

Vu la concertation des gouvernements concernés en date du 28 février 1989 conformément à l'article 2 de la Convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux, signée à Bruxelles le 10 juin 1970, approuvée par la loi du 29 juillet 1971;

Vu la concertation des Exécutifs concernés, en date du 9 mars 1989 conformément à l'article 6, § 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la chasse;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Considérant la nécessité de faire paraître au plus tôt l'arrêté d'ouverture en vue de permettre l'organisation du Plan de Tir au Cerf;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature, des Zonings industriels et de l'Emploi,

Arrête :

TITRE Ier. — De l'ouverture et de la fermeture de la chasse

Article 1er. La saison de chasse 1989-1990, en Région wallonne, s'étend du 1er juillet 1989 au 30 juin 1990 inclus.

Art. 2. La chasse de toutes espèces de gibier, non visées au présent arrêté, est interdite.

TITRE II. — De la chasse à tir et de la destruction

CHAPITRE Ier. — Du grand gibier

Section 1. De l'espèce cerf

Sous-section 1. — Du plan de tir

Art. 3. La chasse à tir à l'espèce cerf est autorisée uniquement sur les territoires pour lesquels le ou les titulaires du droit de chasse responsables ou plusieurs titulaires groupés dans une unité de gestion cynégétique déjà constituée en A.S.B.L. détiennent, pour la saison de chasse 1989-1990, un plan de tir approuvé par l'ingénieur principal-chef du Service des forêts, de la chasse et de la pêche, compétent pour le territoire.

Lorsque le territoire de chasse est situé sur plusieurs inspections forestières, le plan de tir devra être approuvé par les divers ingénieurs principaux-chefs de service qui devront se concerter.

Art. 4. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par Plan de Tir, une attribution d'un nombre d'animaux à tirer obligatoirement et/ou pouvant être tirés au cours de la saison de chasse 1989-1990, sans préjudice à des dispositions contractuelles plus contraignantes.

Art. 5. § 1er. La demande d'attribution d'un plan de tir est adressée, le 15 juillet 1989 au plus tard, par pli recommandé à la poste, à l'ingénieur-chef de cantonnement correspondant à la plus grande partie du territoire de chasse et comporte les éléments suivants :

1° le nom, prénom, profession et domicile du demandeur ainsi qu'éventuellement la dénomination de la Société de chasse ou du Conseil cynégétique qu'il représente;

2° la situation des territoires de chasse, la superficie boisée en ha, en ce compris les fanges, les clairières, les fonds de pré et les coupe-feu ainsi que les limites reportées sur une carte de l'Institut géographique national au 1/10.000 ou au 1/25.000;

3° le nombre :

a) de cerfs boisés, avec indication de la pointure;

b) de cerfs non boisés (biches, bichettes et faons des deux sexes),

tirés sur le territoire de chasse faisant l'objet de la demande, au cours des trois précédentes saisons de chasse;

4° le nombre :

a) de cerfs boisés;

b) de biches, de bichettes et de faons des deux sexes,

dont l'autorisation de tir est demandée;

5° l'engagement de permettre, sur son territoire de chasse, le libre accès des agents et préposés du Service des forêts, de la chasse et de la pêche, en vue de la collecte des données indispensables à l'élaboration du plan de tir et pour le contrôle de son exécution.

§ 2. Dans le mois de la demande d'attribution d'un plan de tir, l'ingénieur principal-chef de service dont dépend la plus grande partie du territoire de chasse, notifie au demandeur par lettre recommandée à la poste, son accord, son accord partiel ou son refus du plan de tir.

En cas d'accord partiel ou de refus, la décision est motivée, à peine de nullité.

L'accord partiel pourra imposer le tir en plus ou en moins, d'animaux de l'espèce cerf, définis par sexe, par pointure ou par classe d'âge pour les non boisés.

§ 3. Dans les huit jours de la notification de la décision d'accord partiel ou de refus du plan de tir, le demandeur pourra introduire, par lettre recommandée à la poste, un recours auprès de la commission visée à l'article 6.

Le recours peut être accompagné d'une demande modifiée d'attribution du plan de tir.

Art. 6. § 1er. Il est créé une Commission de plan de tir dont la mission est de statuer sur les recours pris contre les décisions de l'ingénieur principal-chef de service donnant un accord partiel ou refusant une demande d'attribution d'un plan de tir.

§ 2. La Commission est composée comme suit :

— trois représentants du Service des forêts, de la chasse et de la pêche;

— deux représentants des chasseurs au grand gibier à l'espèce cerf;

— deux membres du Conseil supérieur wallon de la chasse.

Le fonctionnaire le plus ancien dans le grade le plus élevé préside la Commission. En cas de parité de voix, celle du président est prépondérante.

§ 3. Le Ministre ayant la chasse dans ses attributions désigne les membres de la Commission.

Il désigne également des membres suppléants.

Le mandat des membres est gratuit.

Le siège de la Commission est établi à Namur, au siège de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

Le Service des forêts, de la chasse et de la pêche organise le secrétariat de la Commission.

§ 4. Les recours sont introduits au siège de la Commission, par pli recommandé à la poste.

La Commission statue sur les recours le 8 septembre 1989 au plus tard.

§ 5. La Commission peut par décision motivée, modifier l'accord partiel donné par l'ingénieur principal-chef de service ou transformer le refus du plan de tir en un accord partiel du plan de tir.

La décision de la Commission est notifiée à l'appelant le 14 septembre 1989 au plus tard.

Art. 7. A l'expiration des délais visés à l'article 5, § 2, et à l'article 6, § 5, l'absence de notification vaut acceptation de la demande initiale ou éventuellement de la demande modifiée d'attribution d'un plan de tir.

Art. 8. § 1er. Tout cerf boisé ou non boisé tiré sur un territoire non doté d'un plan de tir ou en dehors des spécifications et conditions de celui-ci, sera remis, à la diligence de l'ingénieur principal-chef de service, au bourgmestre de la commune pour être mis à la disposition de l'institution de bienfaisance la plus rapprochée.

§ 2. Sur les territoires soumis au régime forestier, lorsque le nombre minimum de cerfs non boisés dont le tir obligatoire fixé par le plan de tir n'aura pas été atteint, l'ingénieur principal-chef de service pourra faire procéder à la destruction du surplus au delà de la date de fermeture de la chasse, par toute personne munie d'un permis de chasse et appelée à cette fin.

Le gibier ainsi tiré sera mis, à l'intervention du bourgmestre de la commune, à la disposition de l'institution de bienfaisance la plus rapprochée.

Sous-section 2. — Des dates d'ouverture et de fermeture

Art. 9. Pour l'application de la présente sous-section, il faut entendre par :

- chasse à tir à l'approche ou à l'affût : procédé de chasse pratiqué seul, sans rabatteur ni chien, uniquement à l'intérieur des bois, en ce compris les fanges, les clairières, les fonds de pré et les coupe-feu;
- cor ou pointe : toute excroissance qui, mesurée suivant sa courbe extérieure à partir de la bissectrice de l'angle formé par l'andouiller, ou la pointe, et la perche dont il procède, atteint 2 centimètres.

Art. 10. A l'exception des territoires qui bénéficient d'un arrêté spécial fixant l'exercice de la chasse au grand gibier, les dates d'ouverture et de fermeture de la chasse à tir à l'espèce cerf sont fixées comme suit.

- 1° dague de moins de 20 centimètres à chaque dague :
 - a) à l'approche et à l'affût : du 15 septembre au 30 novembre;
 - b) en battue : du 1er octobre au 30 novembre.
- 2° — cerfs 4 et 6 cors,
 - cerfs 8 cors portant moins de 4 pointes à une perche,
 - cerfs 10 cors, à l'exception du cerf 10 cors à chandelier bilatéral, c'est-à-dire portant à chaque perche 3 pointes au delà de l'andouiller médian :
 - a) à l'approche et à l'affût :
 - du 15 septembre au 14 octobre,
 - du 15 novembre au 30 novembre;
 - b) en battue : du 15 novembre au 30 novembre.
- 3° cerfs 12 cors et plus :
 - a) à l'approche et à l'affût : du 1er octobre au 30 novembre;
 - b) en battue : du 1er octobre au 30 novembre.
- 4° cerfs 14 cors et plus :
 - a) à l'approche et à l'affût : du 15 septembre au 30 novembre;
 - b) en battue : du 1er octobre au 30 novembre.
- 5° biches et faons des deux sexes :
 - a) à l'approche et à l'affût : du 15 octobre au 31 décembre;
 - b) en battue : du 15 octobre au 31 décembre.

Sous-section 3. — Du transport de l'espèce cerf

Art. 11. § 1er. Tout transport de l'espèce cerf n'est autorisé que si un certificat de transport, conforme à l'annexe I du présent arrêté, est en possession du transporteur.

§ 2. Le certificat de transport est rédigé par un fonctionnaire ou préposé du Service des forêts, de la chasse et de la pêche, par un gendarme ou un garde champêtre.

§ 3. Le certificat doit obligatoirement être adressé par l'utilisateur, à ses frais avant le 31 janvier 1990, à l'ingénieur principal-chef de service du Service des forêts, de la chasse et de la pêche de la circonscription où le tir a eu lieu.

Section 2. — De l'espèce chevreuil

Art. 12. Pour l'application de la présente section, il faut entendre par :

Chasse à tir à l'approche ou à l'affût : procédé de chasse pratiqué seul, sans rabatteur ni chien, uniquement à l'intérieur des bois, en ce compris les fanges, les clairières, les fonds de pré et les coupe-feu.

Art. 13. Les dates d'ouverture et de fermeture de la chasse à tir à l'espèce chevreuil sont fixées comme suit :

- 1° tant en battue qu'à l'approche et à l'affût :
 - a) brocard : du 1er octobre au 30 novembre;
 - b) chèvre et faons des deux sexes : du 1er octobre au 30 novembre;
- 2° uniquement à l'approche et à l'affût :
 - a) brocard portant au moins trois pointes à l'une des perches : du 15 juillet au 15 août 1989;
 - b) brocard portant moins de trois pointes à chaque perche : du 15 au 31 mai 1990.

Art. 14. Durant les époques visées à l'article 13, 2°, où le tir du brocard est seul permis, ainsi que durant les dix jours qui suivent la date de fermeture à ce tir, le transport jusqu'au lieu de consommation ou de vente au détail n'est autorisé que si l'animal a conservé ses bois ou sur la production d'un certificat, valable pour cinq jours, émanant d'un des agents de l'autorité publique mentionnés à l'alinéa 1er de l'article 24 de la loi du 28 février 1882 sur la chasse, attestant que l'animal transporté rentre dans l'un des types dont le tir est autorisé.

Section 3. — De l'espèce daim

Art. 15. Les dates d'ouverture et de fermeture de la chasse à tir à l'espèce daim sont fixées comme suit :

- 1° daim : du 15 septembre au 30 novembre;
- 2° daine et faons des deux sexes : du 1er novembre au 31 décembre.

Art. 16. Durant les périodes où le tir du daim ou de la daine sont seuls permis, le transport n'est autorisé que si l'animal porte d'une façon apparente ses bois ou les marques extérieures de son sexe, suivant le cas.

Section 4. — De l'espèce mouflon

Art. 17. Les dates d'ouverture et de fermeture de la chasse à tir à l'espèce mouflon sont fixées comme suit :

- 1° mouflon mâle dont l'une des cornes mesurée extérieurement atteint 60 centimètres au moins,
 - 2° mouflonne,
 - 3° jeunes mâles portant des cornes de 15 centimètres au maximum,
 - 4° agneaux femelles :
- du 1er octobre au 15 janvier.

Section 5. — De l'espèce sanglier

Art. 18. Le tir du sanglier est ouvert toute l'année, sauf durant la période du 16 janvier au 15 avril inclus où la chasse est suspendue, tant au bois qu'en plaine.

CHAPITRE II. — Du petit gibier

Art. 19. Les dates d'ouverture et de fermeture de la chasse à tir au petit gibier sont fixées comme suit :

- 1° perdrix grise : du 15 septembre au 30 novembre;
- 2° lièvre : du 15 octobre au 31 décembre;
- 3° coq faisane : du 15 octobre au 31 janvier;
- 4° poule faisane : du 15 octobre au 31 décembre;
- 5° bécasse : du 15 octobre au 31 décembre.

Art. 20. Par application de l'article 2 de la loi du 28 février 1882 sur la chasse, l'affût à la bécasse est ouvert du 15 octobre au 15 novembre.

Cet affût ne pourra être pratiqué que dans les conditions suivantes :

- a) le soir, jusqu'à une demi-heure après le coucher du soleil et le matin, dès une demi-heure avant le lever du soleil;
- b) à l'intérieur des bois de 20 hectares au moins;
- c) par les titulaires du droit de chasse ou leurs délégués;
- d) si le territoire de chasse satisfait aux prescriptions de l'article 2bis de la loi du 28 février 1882 sur la chasse.

Art. 21. § 1er. A l'époque où le tir et le transport du coq faisane sont seuls permis, les faisans ne pourront être transportés, offerts en vente, vendus ou achetés que s'ils portent la tête au moins recouverte de ses plumes.

§ 2. Par application de l'article 36, alinéa 1er, 2°, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse, y inséré par le décret du Conseil régional wallon du 19 juillet 1985, le titulaire du droit de chasse d'un bois d'au moins vingt hectares d'un seul tenant peut, du 15 septembre au 30 novembre, employer des mues basculantes sous forme de panier à claires-voies, pour reprendre, dans ce bois, les coqs et poules faisanes destinés à la conservation ou à l'élevage, s'il possède des installations spéciales suffisantes pour la garde des oiseaux repris.

Les engins de capture ne pourront être placés à moins de 50 mètres des lisières des propriétés boisées voisines.

§ 3. L'ingénieur principal-chef de service, compétent pour le territoire, pourra délivrer des autorisations de reprise de coqs et de poules faisanes dans des conditions qu'il arrêtera.

CHAPITRE III. — Du gibier d'eau*Section 1. — Des dates d'ouverture*

Art. 22. Les dates d'ouverture et de fermeture de la chasse à tir au gibier d'eau sont fixées comme suit :

- 1° canard colvert : du 15 août au 31 janvier;
- 2° bécassine des marais : du 15 septembre au 31 janvier.

Section 2. — Dispositions particulières

Art. 23. Le tir des canetons ne pouvant pas encore voler est interdit.

Art. 24. La chasse au canard colvert avant l'ouverture générale de la chasse en plaine n'est autorisée que sur les cours d'eau ainsi que sur et dans les abords immédiats des étangs et des marais, où le chasseur possède le droit de chasse.

Art. 25. Par application de l'article 2 de la loi du 28 février 1882 sur la chasse, la chasse au canard colvert peut être autorisée pendant une demi-heure après le coucher du soleil et pendant une demi-heure avant le lever du soleil, par l'ingénieur principal-chef de service du Service des forêts, de la chasse et de la pêche, compétent pour le territoire et selon les conditions qu'il détermine.

Art. 26. En période de gel prolongé, le Service des forêts, de la chasse et de la pêche peut suspendre la chasse aux espèces visées à la section première du présent chapitre, pour des périodes de quinze jours, renouvelables.

La suspension entrera en vigueur le jour de la publication d'un avis au *Moniteur belge*.

CHAPITRE IV. — Des autres gibiers

Art. 27. Les dates d'ouverture et de fermeture de la chasse à tir aux autres gibiers sont fixées comme suit :

- 1° lapin au bois : toute l'année;
- 2° lapin en plaine : du 15 septembre au 31 décembre;
- 3° pigeon ramier : du 15 septembre au 31 mars;
- 4° renard : toute l'année;
- 5° chat haret : toute l'année.

Art. 28. Les nids, gîtes ou terriers de corneille mantelée, chat sauvage, écureuil, martre, fouine et blaireau ne peuvent jamais être dérangés, détruits ou enlevés.

CHAPITRE V. — Des interdictions de chasser*Section 1. — En temps de neige*

Art. 29. Toute chasse en plaine est interdite quelle que soit la quantité de neige qui recouvre le sol.

Art. 30. La chasse reste autorisée dans les bois, dunes, oseraies, genêts et haies.

Art. 31. Le tir du gibier d'eau reste autorisé sur et dans les abords immédiats des cours d'eau, des étangs et des marais.

Art. 32. Le tir en plaine d'un gibier sortant directement d'un bois, lors d'une battue reste autorisé pour un chasseur posté soit dans le bois, soit en plaine, le long et faisant face au bois.

Section 2. — Des champs chargés de récoltes

Art. 33. Il est interdit de chasser de quelque façon que ce soit dans les champs couverts de céréales, de plantes à grains, de plantes à graines mûres ou mûrissant.

L'interdiction s'applique également si les plantes sont fauchées et couchées sur le sol.

Art. 34. La chasse est autorisée dans les maïs, les herbages et fourrages de toutes espèces, les betteraves, pommes de terre, navets ou autres plantes non cultivées en vue de la production de grains ou de graines.

La chasse est également autorisée dans les emblavures d'automne.

CHAPITRE VI. — De la destruction du lapin

Art. 35. En raison des dégâts qu'il peut causer, le lapin peut être détruit toute l'année, de jour uniquement, par le titulaire du droit de chasse muni d'un permis de chasse ou par son délégué muni d'un permis de chasse, dans les conditions suivantes :

1° avec une arme à feu, avec ou sans furet, avec ou sans chien.

Toutefois, depuis le 1^{er} mars jusqu'à l'ouverture de la chasse en plaine, sauf dérogation écrite de l'ingénieur principal-chef de service, compétent pour le territoire, les chiens doivent être muselés.

2° au moyen de bourses et de furet;

3° dans les bois, les dunes, les oseraies, les genêts, les bruyères, les haies et autres endroits tels que remblais, talus, accotements et fossés recouverts de ronces et de broussailles.

Art. 36. Les gardes assermentés des titulaires du droit de chasse peuvent détruire le lapin, toute l'année, sans permis de port d'armes de chasse, même à l'affût du soir et du matin, dans toute l'étendue des propriétés pour la surveillance desquelles ils sont commissionnés, sans devoir se justifier d'une autorisation personnelle, en faisant usage du fusil et des moyens et engins visés par l'arrêté royal du 24 juin 1952 déterminant les moyens et les engins autorisés pour la destruction du lapin sauvage.

Art. 37. A défaut par le titulaire du droit de chasse d'obtempérer immédiatement à une mise en demeure du Service des forêts, de la chasse et de la pêche de procéder à la destruction des lapins dont le nombre est jugé excessif, ce service peut faire procéder d'office à cette destruction.

Art. 38. Par application des dispositions de l'article 1^{er}, 3°, de l'arrêté de l'Exécutif du 2 octobre 1985 attribuant aux ingénieurs principaux-chefs de service du Service des Forêts, de la Chasse et de la Pêche certains pouvoirs conférés à l'Exécutif par la loi du 28 février 1882 sur la chasse et par les arrêtés pris en exécution de cette loi, en dehors de la période d'ouverture de la chasse du lapin en plaine, l'ingénieur principal-chef de service peut autoriser la destruction des lapins en plaine, sur les parcelles et aux conditions qu'il détermine.

CHAPITRE VII. — Dispositions dans l'intérêt de la sécurité aérienne

Art. 39. En application de l'article 9, 1, a), 2^e tiret, de la directive 79/409/CEE du Conseil des Communautés européennes du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages, le tir des vanneaux, des mouettes rieuses et des goélands argentés peut être autorisé :

1° dans les limites des aérodromes de la Régie des voies aériennes à Charleroi-Gosselies et à Liège-Bierset;

2° dans les limites des aérodromes militaires à Bierset (Grâce-Hollogne), Beauvechain et Incourt, Chièvres et Florennes.

Art. 40. Les tirs visés à l'article 39 sont soumis aux conditions suivantes :

1° lorsque les autorités gestionnaires des aérodromes constateront que le niveau de population des espèces visées à l'article 39 est de nature à présenter un risque pour la sécurité aérienne, elles en aviseront l'ingénieur principal-chef de service du Service des forêts, de la chasse et de la pêche, compétent pour le territoire;

2° après enquête et par décision motivée, l'ingénieur principal-chef de service désignera les périodes pendant lesquelles la destruction doit être opérée ainsi que les parties des aérodromes qui seront concernées et les personnes qui seront habilitées à la destruction;

3° l'ingénieur principal-chef de service pourra, après enquête et par décision motivée, limiter les tirs ou y mettre fin anticipativement.

*CHAPITRE VIII. — Dispositions pour prévenir des dommages importants aux cultures, au bétail, aux forêts et pour la protection de la flore et de la faune**Section 1. — De certains oiseaux sauvages visés par la directive du Conseil des Communautés européennes du 2 avril 1979*

Art. 41. En application de l'article 5 de la directive 79/409/CEE du Conseil des Communautés européennes du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages, le tir des corneilles noires, des choucas, des corbeaux freux, des geais et des pies est interdit.

Art. 42. En application de l'article 9, 1, a), troisième en quatrième tirets, de la directive 79/409/CEE du Conseil des Communautés européennes du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages, lorsque les espèces visées à l'article 41 présenteront un niveau de population excessif de nature à occasionner des dommages importants aux cultures et à la flore, les occupants des terrains menacés, ainsi que les titulaires du droit de chasse munis d'un permis de chasse et leurs gardes assermentés, informeront par lettre recommandée à la poste, l'ingénieur principal-chef de service du Service des forêts, de la chasse et de la pêche, compétent pour le territoire, de leur intention de limiter le nombre de ces espèces.

Cet avertissement préalable précisera les périodes pendant lesquelles la destruction est prévue ainsi que les champs, cultures, prés, prairies, vergers, bois et forêts concernés.

Art. 43. Pendant un délai de cinq jours francs, à dater de l'envoi de la lettre recommandée à la poste, aucune destruction ne pourra être opérée.

Art. 44. Si l'ingénieur principal-chef de service a une opposition à faire valoir contre cette destruction, il la signifiera, par décision motivée, adressée à la personne intéressée, par pli recommandé à la poste.

Art. 45. L'ingénieur principal-chef de service pourra, après enquête et par décision motivée, limiter la destruction ou y mettre fin anticipativement.

Art. 46. La destruction pourra se faire aux conditions suivantes :

1° pendant le jour uniquement;

2° par armes à feu ou par pièges placés de telle manière que la capture d'autres animaux soit impossible;

3° sans qu'il puisse être fait usage de poisons;

4° sans qu'il puisse jamais être tiré dans les nids.

Pour la destruction des oiseaux visés à l'article 41, il pourra être fait usage d'oiseaux de proie régulièrement détenus.

Art. 47. Sur injonction écrite de l'ingénieur principal-chef de service, les préposés du Service des forêts, de la chasse et de la pêche pourront procéder à la destruction des oiseaux visés à l'article 41 dans les bois et forêts de leur circonscription soumis au régime forestier, aux conditions prévues à l'article 46.

Section 2. — De la destruction d'autres espèces pouvant causer des dégâts

Art. 48. Les occupants, les gardes assermentés et les préposés du Service des forêts, de la chasse et de la pêche peuvent détruire, de jour comme de nuit, les animaux suivants :

— les renards et les chats harets : toute l'année;

— les putois, hermines et belettes : du 1er juillet au 28 février inclus.

Les titulaires du droit de chasse, munis d'un permis de chasse, peuvent procéder à la même destruction durant les mêmes périodes mais de jour uniquement.

Art. 49. La destruction pourra se faire aux conditions suivantes :

1° par armes à feu ou par pièges placés de telle manière que la capture d'autres animaux soit impossible;

2° sans qu'il puisse être fait usage de poisons ou de bricoles.

TITRE III. — De la chasse en plaine

Art. 50. La chasse en plaine est ouverte du 15 septembre au 31 décembre inclus.

TITRE IV. — De la chasse à courre

Art. 51. La chasse à courre, avec meute et sans armes à feu, à tous les gibiers de courre, est ouverte du 15 septembre au 30 avril inclus, tant au bois qu'en plaine.

Toutefois, pour la chèvre et les chevillards des deux sexes, la fermeture est le 31 mars.

Art. 52. La chasse à courre est interdite en cas de neige recouvrant le sous-bois de façon continue durant plus de 24 heures.

Art. 53. Les dispositions des articles 29, 33 et 34 relatives aux champs chargés de récoltes sont applicables à la chasse à courre.

TITRE V. — De la chasse au chien courant

Art. 54. La chasse au chien courant est ouverte du 15 octobre au 31 décembre inclus, dans le respect des dates fixées pour le gibier chassé.

Art. 55. Les dispositions des articles 29, 30, 33 et 34 sont applicables à la chasse au chien courant.

TITRE VI. — De la chasse au vol

Art. 56. La chasse au vol est ouverte du 15 septembre au 31 janvier inclus, dans le respect des dates fixées pour le gibier chassé.

Toutefois, la chasse au vol du pigeon ramier est ouverte en plaine comme au bois du 15 septembre au 31 mars inclus.

De plus, celle du lapin, au bois, est autorisée toute l'année.

TITRE VII. — De l'usage des chiens

Art. 57. Durant les périodes où la chasse à l'approche et à l'affût visées aux articles 10 et 13, pour le cerf et le brocard, est seule ouverte, l'usage d'un ou de plusieurs chiens est interdit.

Toutefois, l'usage d'un chien tenu en laisse est autorisé en vue de rechercher et de suivre la piste d'un cerf ou d'un brocard blessé.

Art. 58. Pour la chasse au sanglier, entre le 16 avril et le 30 juin inclus, les chiens doivent être tenus en laisse.

Art. 59. L'usage du chien lévrier est interdit tant pour la chasse que pour la recherche de tout gibier.

TITRE VIII. — Du transport et du commerce de certaines espèces

Art. 60. Le transport et la commercialisation de corneilles noires et mantelées, de corbeaux freux, de choucas, de geais, de pies, de chats sauvages, de blaireaux, de martres, de fouines et d'écureuils sont interdits.

Ces interdictions sont également d'application pour les putois, hermines et belettes.

TITRE IX. — Dispositions finales

Art. 61. Les gouverneurs des provinces de la Région wallonne et le gouverneur de la province de Brabant pour l'arrondissement de Nivelles sont chargés de l'application du présent arrêté.

Art. 62. Le Ministre de la Région wallonne ayant la chasse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 mai 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Economie, des P.M.E.
et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature,
des Zonings industriels et de l'Emploi,

E. HISMANS

Annexe

Certificat de transport d'animaux appartenant à l'espèce cerf

(Application de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 mai 1989 fixant les dates de l'ouverture et de la fermeture de la chasse pour la saison 1989-1990 dans la Région wallonne).

Le soussigné (nom) (prénoms)
 (qualité)
 résidant à
 déclare que (espèce, sexe et type)
 transporté sous le couvert de ce certificat, a été tiré le (date)
 à (commune)
 par (nom et adresse)

Ce certificat est valable les cinq jours qui suivent la date mentionnée ci-après.
 A le 19.....

(signature)

A retourner aux frais du bénéficiaire à l'ingénieur principal-chef de service des Eaux et Forêts à

Vu et approuvé pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif du 11 mai 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Economie, des P.M.E.
 et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature,
 des Zonings industriels et de l'Emploi,

E. HISMANS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 89 — 1107

**11. MAI 1989. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive
 zur Festlegung der Jagd- und Schonzeiten für die Jagdsaison 1989-1990 in der Wallonischen Region**

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 betreffend das Jagdwesen, insbesondere der durch den Königlichen Erlaß vom 10. Juli 1972 abgeänderten Artikel 1 und 10;

Aufgrund der am 10. Juni 1979 in Brüssel unterzeichneten und durch das Gesetz vom 29. Juli 1971 genehmigten Benelux-Übereinkunft in Sachen Jagd und Vogelschutz, insbesondere des Artikels 4, abgeändert durch das in Luxemburg am 20. Juni 1977 unterzeichnete und durch das Gesetz vom 20. April 1982 genehmigte Protokoll;

Aufgrund der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 2. April 1979 über die Erhaltung der wildlebenden Vögel (79/409/EWG), insbesondere des Artikels 9;

Aufgrund des Beschlusses des Ministerrates der Benelux-Wirtschaftsunion vom 20. Dezember 1983, wobei die Wildarten und die Gebiete der Benelux-Länder, in denen ein Abschlußplan angewendet werden wird, angegeben wurden;

Aufgrund der am 28. Februar 1989 abgehaltenen Konzertierung zwischen den betroffenen Regierungen, gemäß Artikel 2 der am 10. Juni 1970 in Brüssel unterzeichneten und durch das Gesetz vom 29. Juli 1971 genehmigten Benelux-Übereinkunft in Sachen Jagd und Vogelschutz;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den betreffenden Exekutiven vom 9. März 1989 gemäß Artikel 6, § 2, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen;

Aufgrund des Gutachtens des Wallonischen Obersten Rates für das Jagdwesen;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 9. August 1980;

In der Erwägung, daß es notwendig ist, den Erlaß zur Festlegung der Öffnung der Jagd so schnell wie möglich zu veröffentlichen, um die Veranstaltung des Abschlußplanes für den Rothirsch zu ermöglichen;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Auf Vorschlag des Ministers der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur, der Industriegebiete und der Beschäftigung.

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

TITEL I. — Jagd- und Schonzeiten

Artikel 1. In der Wallonischen Region erstreckt sich die Jagdsaison vom 1. Juli 1989 bis einschließlich 30. Juni 1990.

Art. 2. Die Jagd auf Wildarten, die im vorliegenden Erlaß nicht aufgeführt sind, ist verboten.

TITEL II. — Jagd mit Kugelwaffen und Ausrottung

KAPITEL I. — Große Wildarten

Abschnitt 1. — Die Art Rothirsch

Unterabschnitt 1. — Abschlußplan

Art. 3. Die Jagd mit Kugelwaffen auf die Art Rothirsch wird nur in den Gebieten erlaubt, für die der bzw. die verantwortliche(n) Jagdberechtigte(n) oder mehrere Berechtigte, die sich in einer bereits als VoE errichteten Jagdverwaltungseinheit zusammengeschlossen haben, einen von dem für das Gebiet zuständigen Hauptingenieur-Leiter des Dienstes für das Forst-, Jagd- und Fischereiwesen genehmigten Abschlußplan für die Jagdsaison 1989-1990 besitzen.

Wenn das Jagdgebiet auf mehreren Forstaufsichtsbereichen liegt, muß der Abschlußplan von den jeweiligen dienstleitenden Hauptingenieuren genehmigt werden, die eine Konzertierung abhalten müssen.

Art. 4. Zwecks Anwendung dieses Erlasses versteht man unter Abschlußplan, die Zuerteilung einer Anzahl von Tieren, die vorrangig abgeschossen und/oder im Laufe der Jagdsaison 1989-1990 unbeschadet schärferer vertraglicher Bestimmungen abgeschossen werden müssen.

Art. 5. § 1. Der Antrag auf Zuerteilung eines Abschlußplanes wird spätestens am 15. Juli 1989 mittels Einschreibens bei dem Chefingenieur des Forstamts, auf dem der größte Teil des Jagdgebiets liegt, gestellt, und enthält die folgenden Angaben :

1° Name, Vorname, Beruf und Wohnsitz des Antragstellers sowie gegebenenfalls die Bezeichnung der Jagdgesellschaft bzw. des Jagdrats, die er vertritt;

2° die Lage der Jagdgebiete, die Holzbodenfläche in Ha, Sumpfgelände, Lichtungen, Wiesengründe und Schneisen einbegriffen, sowie die in einer Karte des Nationalen Geographischen Instituts in Maßstab 1/10 000 oder 1/25 000 eingetragenen Grenzen;

3° die Anzahl

a) der Rothirsche mit Geweih, unter Angabe der Länge,

b) der Rothirsche ohne Geweih (Rottiere, Schmaltiere, Hirschhälbe und Wildhälbe)

die auf dem in dem Antrag erwähnten Jagdgebiet im Laufe der drei vorigen Jagdsaisons abgeschossen worden sind;

4° die Anzahl

a) der Rothirsche mit Geweih,

b) der Rottiere, der Schmaltiere, der Hirschhälbe und Wildhälbe,

für welche die Abschlußgenehmigung beantragt wird;

5° das Versprechen, den Bediensteten und Angestellten des Dienstes für das Forst-, Jagd- und Fischereiwesen den freien Zugang zu seinem Jagdgebiet im Hinblick auf die Sammlung der für die Erstellung des Abschlußplanes unentbehrlichen Angaben und zwecks Kontrolle dessen Ausführung zu gestatten.

§ 2. Innerhalb eines Monats nach dem Antrag auf Zuerteilung eines Abschlußplanes stellt der dienstleitende Hauptingenieur, in dessen Amtsbereich der größte Teil des Jagdgebiets liegt, dem Antragsteller seine Genehmigung, seine Teilgenehmigung oder seine Verweigerung des Abschlußplanes mittels Einschreibens zu.

Bei Teilgenehmigung bzw. bei Verweigerung wird der Beschluß bei Strafe der Nichtigkeit begründet.

Bei Teilgenehmigung kann der Mehrabschuß bzw. der Minderabschuß von Tieren der Art Rothirsch auferlegt werden, die durch das Geschlecht, die Länge oder die Jahresklasse für Tiere ohne Geweih definiert werden.

§ 3. Innerhalb von acht Tagen nach Zustellung des Beschlusses über eine Teilgenehmigung bzw. eine Verweigerung des Abschlußplanes kann der Antragsteller eine Beschwerde bei der in Artikel 6 erwähnten Kommission per Einschreiben einlegen.

Der Beschwerde kann ein abgeänderter Antrag auf Zuerteilung des Abschlußplanes beigelegt werden.

Art. 6. § 1. Eine Kommission für den Abschlußplan wird eingeführt, die als Aufgabe hat, über die Beschwerden zu entscheiden, die gegen die Beschlüsse des dienstleitenden Hauptingenieurs, die eine Teilgenehmigung bzw. Verweigerung eines Antrags auf Zuerteilung eines Abschlußplanes enthalten, eingelegt werden.

§ 2. Die Kommission hat die folgende Zusammensetzung :

— drei Vertreter des Dienstes für das Forst-, Jagd- und Fischereiwesen;

— zwei Vertreter der Jäger auf Großwild der Art Rothirsch;

— zwei Mitglieder des Wallonischen Obersten Rates für das Jagdwesen.

Der Beamte, der der älteste im höchsten Grad ist, übt den Vorsitz der Kommission aus. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden maßgebend.

§ 3. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Jagdwesen gehört, bezeichnet die Mitglieder der Kommission.

Er bezeichnet ebenfalls stellvertretende Mitglieder.

Das Mandat der Mitglieder wird nicht vergütet.

Der Sitz der Kommission wird in Namür, beim Sitz der Generaldirektion für Naturschätze und Umwelt bestimmt.

Der Dienst für das Forst-, Jagd- und Fischereiwesen nimmt den Geschäftsgang der Kommission wahr.

§ 4. Die Beschwerden werden beim Sitz der Kommission mittels eines bei der Post aufgegebenen Einschreibens eingereicht.

Die Kommission befindet über die Beschwerden spätestens bis zum 8. September 1989.

§ 5. Die Kommission darf, durch begründeten Beschluß, die vom dienstleitenden Hauptingenieur erteilte Teilgenehmigung abändern oder die Verweigerung des Abschlußplanes in eine Teilgenehmigung des Abschlußplanes umwandeln.

Der Beschluß der Kommission wird dem Beschwerdeführer spätestens am 14. September 1989 zugestellt.

Art. 7. Ist beim Ablauf der in Artikel 5, § 2 und in Artikel 6, § 5 erwähnten Fristen keine Zustellung vorgenommen worden, so gilt der anfängliche Antrag oder gegebenenfalls der abgeänderte Antrag auf Zuerteilung eines Abschlußplanes als angenommen.

Art. 8. § 1. Jeder Rothirsch mit Geweih bzw. ohne Geweih, der auf einem nicht von einem Abschlußplan gedeckten Gebiet bzw. der nicht in Gemäßheit der in diesem festgelegten Vorschriften und Bestimmungen abgeschossen worden ist, wird auf Betreiben des dienstleitenden Hauptingenieurs dem Bürgermeister der Gemeinde übergeben, damit dieser ihn der nächsten Wohltätigkeitseinrichtung zur Verfügung stellt.

§ 2. Auf der Forstordnung unterliegenden Gebieten, wenn die Mindestanzahl von Rothirschen ohne Geweih, deren im Abschlußplan festgelegter verbindlicher Abschluß nicht erreicht worden ist, kann der dienstleitende Hauptingenieur den Überschuß nach dem Tag der Schließung der Jagd durch jede Person ausrotten lassen, die einen Jagdberechtigungsschein hat und zu diesem Zweck beauftragt ist.

Das so abgeschossene Wild wird auf Betreiben des Bürgermeisters der Gemeinde der nächsten Wohltätigkeitseinrichtung zur Verfügung gestellt.

Unterabschnitt 2. — Jagd- und Schonzeiten

Art. 9. Zwecks Anwendung dieses Unterabschnitts versteht man unter :

— Jagd mit Kugelwaffen auf dem Pirschgang oder auf dem Ansitz : Jagdart, die allein, ohne Treiber und ohne Hund, nur im Innern der Wälder, Sumpfgelände, Lichtungen, Wiesengründe und Schneisen einbegriffen, ausgeübt wird;

— Ende : jeder Auswuchs, der bei der Messung gemäß seiner Außenkurve ab der Symmetrielinie des durch die Sprosse bzw. das Ende und die Stange, von der sie ausgeht, gebildeten Winkels, 2 Zentimeter erreicht.

Art. 10. Mit Ausnahme der Gebiete, für die ein besonderer Erlaß zur Festlegung der Ausübung der Jagd auf Großwild gilt, werden die Jagd- und Schonzeiten für die Jagd mit Kugelwaffen auf die Art Rothirsch wie folgt festgelegt :

1° Spießer, bei denen jeder Speiß weniger als 20 Zentimeter Länge erreicht :

a) auf dem Pirschgang und auf dem Ansitz : vom 15. September bis zum 30. November;

b) bei der Treibjagd : vom 1. Oktober bis zum 30. November.

2° Gabler und Sechsender,

Achtender mit weniger als vier Enden an einer Stange,

Zehnder, ausgenommen der Zehnder mit beidseitiger Krone, das heißt mit an jeder Stange drei Enden oberhalb der Mittelsprosse :

a) auf dem Pirschgang und auf dem Ansitz :

vom 15. September bis zum 14. Oktober,

vom 15. November bis zum 30. November;

b) bei der Treibjagd : vom 15. November bis zum 30. November.

3° Zwölfender oder Hirsche mit größerer Endenzahl :

a) auf dem Pirschgang und auf dem Ansitz : vom 1. Oktober bis zum 30. November;

b) bei der Treibjagd : vom 1. Oktober bis zum 30. November.

4° Vierzehnder oder Hirsche mit größerer Endenzahl :

a) auf dem Pirschgang und auf dem Ansitz : vom 15. September bis zum 30. November;

b) bei der Treibjagd : vom 1. Oktober bis zum 30. November.

5° Rottier, Hirschkalb, Wildkalb :

a) auf dem Pirschgang und auf dem Ansitz : vom 15. Oktober bis zum 31. Dezember;

b) bei der Treibjagd : vom 15. Oktober bis zum 31. Dezember.

Unterabschnitt 3. — Transport der Art Rothirsch

Art. 11. § 1. Jeder Transport der Art Rothirsch ist nur dann zulässig, wenn der Transporteur im Besitz einer Transportbescheinigung ist, die der Anlage I zu diesem Erlaß entspricht.

§ 2. Die Transportbescheinigung wird von einem Beamten oder einem Angestellten des Dienstes für das Forst-, Jagd- und Fischereiwesen, von Gendarmen oder Feldhütern ausgestellt.

§ 3. Der Benutzer ist verpflichtet, die Bescheinigung vor dem 31. Januar 1990 an den dienstleitenden Hauptingenieur des Dienstes für das Forst-, Jagd- und Fischereiwesen des Bezirks, wo der Abschluß stattgefunden hat, auf eigene Kosten zurückzuschicken.

Abschnitt 2. — die Art Rehbock

Art. 12. Zwecks Anwendung dieses Abschnitts bedeutet :

Jagd mit Kugelwaffen auf dem Pirschgang oder auf dem Ansitz : Jagdart, die allein, ohne Treiber und ohne Hund, nur im Innern der Wälder (Sumpfgelände, Lichtungen, Wiesengründe und Schneisen einbegriffen) ausgeübt wird.

Art. 13. Die Jagd- und Schonzeiten für die Jagd mit Kugelwaffen auf die Art Rehbock werden wie folgt festgelegt :

1° Sowohl bei der Treibjagd als auch bei der Jagd auf dem Pirschgang und auf dem Ansitz :

a) Rehbock : vom 1. Oktober bis zum 30. November;

b) Ricken, Bockkitze und Rehkitze : vom 1. Oktober bis zum 30. November;

2° nur auf dem Pirschgang und auf dem Ansitz :

a) Rehbock mit wenigstens drei Enden an jeder Gehörnstange : vom 15. Juli bis zum 15. August 1989;

b) Rehbock mit weniger als drei Enden an jeder Gehörnstange : vom 15. bis zum 31. Mai 1990.

Art. 14. In den in Artikel 13, Punkt 2 erwähnten Perioden, wo nur der Abschluß des Rehbocks erlaubt ist, sowie während zehn Tagen nach Ablauf dieser Jagdzeit, ist der Transport bis zur Verzehrs- bzw. Einzelverkaufsstelle nur dann erlaubt, wenn das Tier sein Gehörn noch trägt. Der Transport ist auch auf Vorlage einer fünf Tage gültigen Bescheinigung erlaubt, die von einer in Artikel 24, Absatz 1 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über das Jagdwesen bezeichneten Amtsperson ausgestellt ist und angibt, daß das transportierte Wild einem der Typen zuzuordnen ist, die bejagt werden dürfen.

Abschnitt 3. — die Art Damhirsch

Art. 15. Die Jagd- und Schonzeiten für die Jagd mit Kugelwaffen auf die Art Damhirsch werden wie folgt festgelegt:

- 1° Damhirsch : vom 15. September bis zum 30. November;
- 2° Damtier, Damhirschkalb und Damwildkalb : vom 1. November bis zum 31. Dezember.

Art. 16. In dem Zeitraum, in dem nur der Abschluß des Damhirschs bzw. des Damtiers erlaubt ist, ist der Transport nur dann erlaubt, wenn das Tier, je nach Fall, in sichtbarer Weise sein Geweih oder die äußeren Merkmale seines Geschlechts trägt.

Abschnitt 4. — die Art Muffelwidder

Art. 17. Die Jagd- und Schonzeiten für die Jagd mit Kugelwaffen auf die Art Muffelwidder werden wie folgt festgelegt:

- 1° Muffelwidder mit einer der Schneckens von wenigstens 60 cm Länge (an der Außenseite gemessen);
 - 2° Muffelschaf;
 - 3° Widderlämme mit Schneckens von höchstens 15 cm Länge;
 - 4° Schaflämme :
- vom 1. Oktober bis zum 15. Januar.

Abschnitt 5. — die Art Schwarzwild

Art. 18. Der Abschluß des Schwarzwildes ist ganzjährig erlaubt, mit Ausnahme des Zeitraums vom 16. Januar bis einschließlich 15. April, wenn die Jagd sowohl im Walde als auch dem Felde aufgehoben ist.

KAPITEL II. — Kleinwild

Art. 19. Die Jagd- und Schonzeiten für die Jagd mit Kugelwaffen auf das Kleinwild werden wie folgt festgelegt:

- 1° Rebhuhn : vom 15. September bis zum 30. November;
- 2° Hase : vom 15. Oktober bis zum 31. Dezember;
- 3° Fasanhahn : vom 15. Oktober bis zum 31. Januar;
- 4° Fasanhenne : vom 15. Oktober bis zum 31. Dezember;
- 5° Schnepfe : vom 15. Oktober bis zum 31. Dezember.

Art. 20. In Anwendung von Artikel 2 des Jagdgesetzes vom 28. Februar 1882 ist der Ansitz auf Schnepfen vom 15. Oktober bis zum 15. November erlaubt.

Dieser Ansitz darf nur unter den folgenden Bedingungen ausgeübt werden:

- a) abends, bis einer halben Stunde nach dem Sonnenuntergang, und morgens, ab einer halben Stunde vor dem Sonnenaufgang;
- b) im Innern von Waldungen von mindestens 20 ha;
- c) von den Jagdberechtigten oder deren Bevollmächtigten;
- d) wenn das Jagdgebiet den Bestimmungen von Artikel 2 bis des Jagdgesetzes vom 28. Februar 1882 entspricht.

Art. 21. § 1. In dem Zeitraum, in dem nur der Fasanhahn bejagt und transportiert werden darf, dürfen Fasane nur transportiert, zum Kauf angeboten, verkauft oder gekauft werden, sofern zumindest ihr Kopf befiedert ist.

§ 2. In Anwendung von Artikel 36, Absatz 1, Punkt 2 des Jagdgesetzes vom 28. Februar 1882, eingefügt durch das Dekret des Wallonischen Regionalrats vom 19. Juli 1985, darf der Jagdberechtigte eines Waldes mit mindestens 20 ha Flächenausdehnung an einem Stück vom 15. September bis zum 30. November Wippbrettkäfige in Form von gitterförmigen Körben benutzen, um in diesem Wald zur Lebendhaltung oder zur Zucht bestimmte Fasanhähne bzw. Fasanhennen einzufangen, wenn er über ausreichende Anlagen für die Haltung der eingefangenen Vögel verfügt.

Die Fanggeräte dürfen nicht näher als 50 m vom Rand bewaldeter Nachbargrundstücke aufgestellt werden.

§ 3. Der für das Gebiet zuständige dienstleitende Hauptingenieur darf Erlaubnisse zum Einfangen von Fasanhähnen und Fasanhennen unter den Bedingungen, die er festlegen wird, ausstellen.

KAPITEL III. — Wasserwild*Abschnitt 1. — Jagdzeiten*

Art. 22. Die Jagd- und Schonzeiten für die Jagd mit Kugelwaffen auf das Wasserwild werden wie folgt festgelegt:

- 1° Stockente : vom 15. August bis zum 31. Januar;
- 2° Bekassine : vom 15. September bis zum 31. Januar.

Abschnitt 2. — Sonderbestimmungen

Art. 23. Der Abschluß flugunfähiger Entchen ist untersagt.

Art. 24. Vor Beginn der allgemeinen Jagdzeit für die Feldjagd ist die Bejagung des Stockentes nur erlaubt auf den Wasserläufen sowie auf und in unmittelbarer Nähe der Teichen und Sümpfe, wo der Jäger das Jagdrecht besitzt.

Art. 25. Übereinstimmend mit Artikel 2 des Jagdgesetzes vom 28. Februar 1882 darf der für das Gebiet zuständige dienstleitende Hauptingenieur des Dienstes für das Forst-, Jagd- und Fischereiwesen unter den Bedingungen, die er festlegt, die Bejagung des Stockentes während einer halben Stunde nach dem Sonnenuntergang und während einer halben Stunde vor dem Sonnenaufgang zulassen.

Art. 26. Bei lang anhaltendem Frostwetter kann der Dienst für das Forst-, Jagd- und Fischereiwesen die Jagd auf die im ersten Abschnitt dieses Kapitels aufgeführten Arten aufheben, für eine Dauer von 15 Tagen, die eventuell erneuert werden kann.

Diese Aufhebung tritt am Tage des Erscheinens einer Bekanntmachung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

KAPITEL IV. — *die anderen Wildarten*

Art. 27. Die Jagd- und Schonzeiten für die Jagd mit Kugelwaffen auf die anderen Wildarten werden wie folgt festgelegt:

- 1° Kaninchen im Felde : ganzjährig;
- 2° Kaninchen im Walde : vom 15. September bis zum 31. Dezember;
- 3° Ringeltaube : vom 15. September bis zum 31. März;
- 4° Fuchs : ganzjährig;
- 5° verwilderte Hauskatze : ganzjährig.

Art. 28. Die Nester, Lager oder Baue der Nebelkrähe, der Wildkatze, des Eichhörnchen, des Baumrarders, des Steinrarders und des Dachses dürfen niemals gestört, zerstört oder ausgerissen werden.

KAPITEL V. — *Jagdverbote**Abschnitt 1. — Bei Schneewetter*

Art. 29. Jede Jagd in der Feldflur ist untersagt, gleich wie hoch die Schneedecke den Boden bedeckt.

Art. 30. In den Wäldern, Dünen, Korbweidengebüschen, Ginstergebüsch und Hecken bleibt die Jagd erlaubt.

Art. 31. Die Bejagung des Wasserwildes bleibt in unmittelbarer Nähe der Wasserläufe, der Teiche und der Moore erlaubt.

Art. 32. Ein bei der Treibjagd direkt aus dem Wald in die Feldflur wechselndes Wild darf von einem Jäger, der entweder im Walde, oder im Felde, längst des Waldes zum Walde hin postiert ist, weiter beschossen werden.

Abschnitt 2. — Mit Ernten bedeckte Felder

Art. 33. Auf Feldern, die mit reifem oder heranreifendem Getreide oder sonstigen korn- oder samentra- genden Pflanzen bedeckt sind, ist jegliche Ausübung der Jagd verboten.

Dieses Verbot gilt auch, wenn die Pflanzen gemäht sind und auf dem Boden liegen.

Art. 34. Die Jagd ist auf den Mais-, auf den Gras- und Futterpflanzenfeldern aller Art, auf den Zuckerrüben-, Kartoffel-, Runkelrüben- oder anderen Pflanzenfeldern, die nicht zur Produktion von Korn oder Samen angebaut werden, erlaubt.

Die Jagd ist auch auf den Wintergetreidefeldern erlaubt.

KAPITEL VI. — *Ausrottung des Kaninchens*

Art. 35. Aufgrund der Schäden, die es verursachen kann, darf das Kaninchen ganzjährig, nur tags, vom Jagd- berechtigten, der einen Jagdschein besitzt, oder von dessen Bevollmächtigten, der einen Jagdschein besitzt, unter den folgenden Bedingungen ausgerottet werden.

- 1° mit einer Feuerwaffe, mit oder ohne Frettchen, mit oder ohne Hund.

Die Hunde müssen jedoch ab dem 1. März bis zur Öffnung der Feldjagd einen Maulkorb tragen, außer wenn der für das Gebiet zuständige dienstleitende Hauptingenieur schriftlich eine Abweichung zugelassen hat.

- 2° mit Kaninchengarn und mit Frettchen;

3° in den Wäldern, Dünen, Korbweidengebüsch, Ginstergebüsch, Heiden, Hecken und an anderen Orten wie Anschlägen, Böschungen, Wegewändern und Gräben, die mit Dornen und Gestrüpp bedeckt sind.

Art. 36. Die vereidigten Jagdhüter der Jagdberechtigten sind ermächtigt, auf allen Liegenschaften, mit deren Überwachung sie betraut sind, das ganze Jahr über die Ausrottung des Kaninchens zu betreiben, selbst bei Morgen- und Abendansitz und ohne Jagdwaffenschein; dabei müssen sie keinen Nachweis einer persönlichen Erlaubnis erbringen, und das Gewehr und die Fangmittel und Fanggeräte, die im Königlichen Erlaß vom 24. Juni 1952 zur Festlegung der zur Ausrottung des Wildkaninchens erlaubten Mittel und Geräte erwähnt sind, benutzen.

Art. 37. Falls der Jagdberechtigte einer Aufforderung des Dienstes für das Forst-, Jagd- und Fischereiwesen zur Ausrottung der Kaninchen, deren Anzahl für unerträglich groß geachtet wird, nicht sofort Folge leistet, darf dieser Dienst diese Ausrottung von Amts wegen veranlassen.

Art. 38. In Anwendung der Bestimmungen von Artikel 1, Punkt 3 des Erlasses der Exekutive vom 2. Oktober 1985, durch den den dienstleitenden Hauptingenieuren des Dienstes für das Forst-, Jagd- und Fischereiwesen gewisse Befugnisse erteilt werden, die das Gesetz vom 28. Februar 1882 über das Jagdwesen und die in Ausführung dieses Gesetzes herausgegebenen Erlasse der Exekutive zugewiesen sind, darf der dienstleitende Hauptingenieur, auf den Parzellen und unter den Bedingungen, die er festlegt, die Ausrottung der Kaninchen auf den Feldern, außerhalb der Jagdzeit für die Feldjagd auf das Kaninchen, zulassen.

KAPITEL VII. — *Bestimmungen für die Luftverkehrssicherheit*

Art. 39. In Anwendung von Artikel 9, 1, a), zweiter Strich der Richtlinie 79/409/EWG über die Erhaltung der wildlebenden Vögel kann der Abschluß von Kiebitzen, Lachmöwen und Silbermöwen an den folgenden Orten zugelassen werden:

- innerhalb der Grenzen der Flughäfen der Regie der Luftwege in Charleroi-Gosselies und in Lüttich-Bierset;
- innerhalb der Grenzen der Militärflugplätze in Bierset (Grâce-Hollogne), Beauvechain und Incourt, Chièvres und Florennes.

Art. 40. Die in Artikel 39 erwähnten Abschüsse finden unter den folgenden Bedingungen statt:

- 1° wenn die geschäftsführenden Behörden der Flughäfen feststellen, daß der Bevölkerungsstand der in Artikel 39 erwähnten Arten ein Risiko für die Sicherheit des Luftverkehrs darstellen kann, setzen sie den für das Gebiet zuständigen dienstleitenden Hauptingenieur des Dienstes für das Forst-, Jagd- und Fischereiwesen davon in Kenntnis;

- 2° nach Untersuchung und mit begründetem Beschluß gibt der dienstleitende Hauptingenieur den Zeitraum, in dem die Ausrottung vorgenommen werden muß, sowie die betreffenden Teile der Flughäfen und die zur Ausrottung befugten Personen an;

- 3° nach Untersuchung und mit begründetem Beschluß darf der dienstleitende Hauptingenieur den Abschluß einschränken bzw. ihm vorfristig ein Ende setzen.

KAPITEL VIII. — Bestimmungen zur Abwendung erheblicher Schäden an Kulturen, am Viehbestand, an den Wäldern und für den Schutz der Pflanzen- und Tierwelt

Abschnitt 1. — Gewisse Wildvögel, die von der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 2. April 1979 betroffen sind

Art. 41. In Anwendung von Artikel 5 der Richtlinie 79/409/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften über die Erhaltung der wildlebenden Vögel ist der Abschluß der Rabenkrähen, der Dohle, der Saatkrähen, der Eichelhäher und der Elster untersagt.

Art. 42. Wenn die in Artikel 41 aufgeführten Wildarten einen übermäßigen Bevölkerungsstand, aufgrund dessen erhebliche Schäden an Kulturen und an der Pflanzenwelt zu befürchten sind, aufweisen, werden die Benutzer der bedrohten Grundstücke, sowie die Jagdberechtigten, die einen Jagdschein haben, und ihre vereidigten Jagdhüter in Anwendung von Artikel 9, 1, a), dritter und vierter Strich der Richtlinie 79/409/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 2. April 1979 betreffend die Erhaltung der wildlebenden Vögel den dienstleitenden Hauptingenieur des Dienstes für das Forst-, Jagd- und Fischereiwesen mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief über ihre Absicht, die Anzahl dieser Wildarten zu begrenzen, informieren.

In dieser vorherigen Benachrichtigung wird der Zeitraum, in dem die Ausrottung vorgesehen ist, sowie die betreffenden Felder, Kulturen, Wiesen, Weiden, Obstgarten, Waldungen und Wälder angegeben.

Art. 43. Während einer Frist von fünf vollen Tagen nach Versand des bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefs darf keine Ausrottung vorgenommen werden.

Art. 44. Wenn der dienstleitende Hauptingenieur Einwände gegen diese Ausrottung geltend zu machen hat, stellt er der betreffenden Person seinen begründeten Beschluß mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zu.

Art. 45. Nach Untersuchung und mit begründetem Beschluß darf der dienstleitende Hauptingenieur die Ausrottung einschränken bzw. ihr vorfristig ein Ende setzen.

Art. 46. Die Ausrottung darf unter den folgenden Bedingungen stattfinden :

- 1° nur am Tage;
- 2° mit Feuerwaffen oder mit Fallen, und zwar so, daß der Fang anderer Tiere unmöglich ist;
- 3° die Benutzung von Giften ist verboten;
- 4° es ist verboten, in die Nester zu schießen.

Bei der Ausrottung der in Artikel 41 erwähnten Vögel dürfen regelmäßig gehaltene Beizvögel gebraucht werden.

Art. 47. Auf schriftliche Anweisung des dienstleitenden Hauptingenieurs dürfen die Angestellten des Dienstes für das Forst-, Jagd- und Fischereiwesen die Ausrottung der in Artikel 41 erwähnten Vögel in den Waldungen und Wäldern ihres Bezirks, die der Forstordnung unterliegen, unter den in Artikel 46 vorgesehenen Bedingungen, vornehmen.

Abschnitt 2. — Ausrottung anderer Arten, die Schäden anrichten können

Art. 48. Die Benutzer, die vereidigten Jagdhüter und die Angestellten des Dienstes für das Forst-, Jagd- und Fischereiwesen dürfen die folgenden Tierarten, sowohl am Tage als auch in der Nacht, ausrotten :

- die Füchse und die verwilderten Hauskatzen : ganzjährig;
- die Iltisse, Hermeline und Wiesel : vom 1. Juli bis einschließlich 28. Februar.

Die Jagdberechtigten, die einen Jagdschein bei sich haben, dürfen dieselbe Ausrottung in dem gleichen Zeitraum, jedoch nur am Tage, vornehmen.

Art. 49. Die Ausrottung darf unter den folgenden Bedingungen stattfinden :

- 1° mit Feuerwaffen oder mit Fallen, und zwar so, daß der Fang anderer Tiere unmöglich ist;
- 2° die Benutzung von Giften und Schlingen ist verboten.

TITEL III. — Feldjagd

Art. 50. Die Feldjagd ist vom 15. September bis einschließlich 31. Dezember geöffnet.

TITEL IV. — Hetzjagd

Art. 51. Die Hetzjagd auf jegliches Hetzwild, mit Meute und ohne Kugelwaffen, ist vom 15. September bis einschließlich 30. April sowohl im Walde als auch auf dem Felde geöffnet.

Für Ricken und Jungrehe beider Geschlechter beginnt jedoch der Jagdschluß am 31. März.

Art. 52. Wenn das Unterholz dauernd mit Schnee während mehr als 24 Stunden bedeckt ist, ist die Hetzjagd verboten.

Art. 53. Die Bestimmungen von Artikel 29, 33 und 34 über die mit Ernten bedeckten Felder gelten für die Hetzjagd.

TITEL V. — Brackieren

Art. 54. Unter strikter Beachtung der jeweiligen Jagd- und Schonzeiten für die betroffenen Wildarten ist das Brackieren vom 15. Oktober bis einschließlich 31. Dezember geöffnet.

Art. 55. Die Bestimmungen von Artikel 29, 30, 33 und 34 finden auf das Brackieren Anwendung.

TITEL VI. — Beizjagd

Art. 56. Unter strikter Beachtung der jeweiligen Jagd- und Schonzeiten für die betroffenen Wildarten ist die Beizjagd vom 15. September bis einschließlich 31. Januar geöffnet.

Die Beizjagd auf Ringeltauben sowohl im Walde als auch auf dem Felde ist jedoch vom 15. September bis einschließlich 31. März erlaubt.

Ferner ist diese auf Kaninchen im Wald das ganze Jahr über erlaubt.

TITEL VII. — Der Gebrauch von Hunden

Art. 57. Während der unter Artikel 10 und 13 angegebenen Perioden, in denen nur die Pirsch- und Ansitzjagd auf Rothirsch und Rehbock erlaubt ist, ist der Gebrauch von einem oder mehreren Hunden verboten.

Es ist jedoch erlaubt, bei der Nachsuche eines krankgeschossenen Rothirschs oder Rehbocks einen Hund an der Leine mitzuführen.

Art. 58. Bei der Bejagung des Schwarzwildes müssen die Hunde, zwischen dem 16. April und dem 30. Juni einschließlich, an der Leine geführt werden.

Art. 59. Der Gebrauch von Windhunden ist sowohl für die Bejagung als auch für die Nachsuche jeglichen Wildes verboten.

TITEL VIII. — Transport und Verkauf bestimmter Arten

Art. 60. Der Transport und der Verkauf von Rabenkrähen, Nebelkrähen, Saatkrähen Dohlen, Eichelhächern, Elstern, Wildkatzen, Dachsen, Baummartern, Steinmardern und Eichhörnchen sind verboten.

Dieses Verbot gilt auch für Iltisse, Hermeline und Wiesel.

TITEL IX. — Schlussbestimmungen

Art. 61. Die Gouverneure der Provinzen der Wallonischen Region und der Gouverneur der Provinz Brabant für den Bezirk Nivelles sind mit der Anwendung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 62. Der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Jagdwesen gehört, ist mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Namür, 11. Mai 1989.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft,
den K.M.B. und dem Regionalen öffentlichen Dienste,

B. ANSELME

Der Minister der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur,
der Industriegebiete und der Beschäftigung,

E. HISMANS

—
Anlage
—

Bescheinigung für den Transport von Tieren der Art Rothirsch

(Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. Mai 1989 zur Festlegung der Jagd- und Schonzeiten für die Jagdsaison 1989-1990 in der Wallonischen Region).

Der Unterzeichnete (Name, Vorname)

(Eigenschaft)

wohnhaft in

erklärt, daß (Art, Geschlecht, Typ)

transportiert unter der Deckung dieser Bescheinigung,

am (Datum), in (Gemeinde)

von (Name und Adresse)

erlegt worden ist.

Diese Bescheinigung gilt fünf Tage nach dem hier unten angegebenen Datum.

In, am 19

(Unterschrift)

Auf Kosten des Begünstigten an den dienstleitenden Hauptingenieur des Forstamtes in
zurückzuschicken.

Gesehen und genehmigt als Anlage zum Erlaß der Exekutive vom 11. Mai 1989.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft,
den K.M.B. und dem Regionalen öffentlichen Dienste,

B. ANSELME

Der Minister der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur,
der Industriegebiete und der Beschäftigung,

E. HISMANS

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 89 — 1107

11 MEI 1989. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot vaststelling van de opening en de sluiting van de jacht in het Waalse Gewest voor het seizoen 1989-1990

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, inzonderheid op artikelen 1 en 10, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 juli 1972;

Gelet op de Benelux-Overeenkomst op het gebied van de jacht en de vogelbescherming, ondertekend te Brussel op 10 juni 1970 en goedgekeurd bij de wet van 29 juli 1971, inzonderheid op artikel 4, gewijzigd door het Protocol ondertekend te Luxemburg op 20 juni 1977 en goedgekeurd bij de wet van 20 april 1982;

Gelet op de Richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 2 april 1979 inzake het behoud van de vogelstand (79/409/EEG), inzonderheid op artikel 9;

Gelet op de Beschikking van het Comité van Ministers van de Benelux Economische Unie van 20 december 1983 tot aanwijzing van de wildsoorten en de streken van de Beneluxlanden waar een afschotplan zal gelden;

Gelet op het overleg gepleegd tussen de betrokkene regeringen op 28 februari 1989, overeenkomstig artikel 2 van de Benelux-Overeenkomst op het gebied van de jacht en de vogelbescherming, ondertekend te Brussel op 10 juni 1970, goedgekeurd bij de wet van 29 juli 1971;

Gelet op het overleg gepleegd tussen de betrokkene Executieven op 9 maart 1989, overeenkomstig artikel 6, § 2, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het advies van de Waalse Hoge Jachtraad;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de noodzakelijkheid het openingsbesluit zo vlug mogelijk doen te verschijnen ten einde de organisatie van het afschotplan voor edelhert toe te laten;

Gelet op de dringendheid;

Op de voordracht van de Minister van Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,

Besluit :

TITEL I. — De opening en de sluiting van de jacht

Artikel 1. Het jachtseizoen 1989-1990, in het Waalse Gewest, loopt van 1 juli 1989 tot en met 30 juni 1990.

Art. 2. De jacht op alle soorten wild die niet in dit besluit geviseerd zijn, is verboden.

TITEL II. — De jacht met het geweer en de bestrijding**HOOFDSTUK I. — Het grof wild****Afdeling 1. — Het soort edelhert****Onderafdeling 1. — Het afschotplan**

Art. 3. De jacht met het geweer op het soort edelhert is enkel geoorloofd op de gebieden waarvoor de verantwoordelijke houder(s) van het jachtrecht of meerdere houders verenigd in een reeds in V.Z.W. opgerichte eenheid van jachtbeheer die in het bezit zijn van een afschotplan goedgekeurd door de voor het gebied bevoegde eerstaanwezende ingenieur-hoofd van dienst voor bossen, jacht en visserij, voor het jachtseizoen 1989-1990.

Indien het jachtgebied op verschillende bosinspecties gelegd is, zal het afschotplan moeten worden goedgekeurd door de verschillende eerstaanwezende ingenieurs-hoofd van dienst die samen zullen overleggen.

Art. 4. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder Afschotplan, een toekenning van een aantal dieren die geschoten moeten worden en/of die geschoten kunnen worden tijdens het jachtseizoen 1989-1990, onverminderd meer bindende contractuele maatregelen.

Art. 5. § 1. De aanvraag tot toekenning van een afschotplan zal, ten laatste op 15 juli 1989, bij aangetekende brief, ingediend worden bij de ingenieur-hoofd van het kantonnement dat overeenstemt met het grootste gedeelte van het jachtgebied en zal de volgende gegevens bevatten :

1° de naam, voornaam, beroep en woonplaats van de aanvrager, alsmede, indien nodig, de benaming van de jachtvereniging of van de jachtraad die hij vertegenwoordigt;

2° de ligging van de jachtgebieden, de beboste oppervlakte in Ha, met inbegrip van de moerassige delen, de open plekken, het laaggelegen grasland en de brandlanen, alsmede de op een kaart van het Nationaal Geografisch Instituut bij één schaal van 1/10 000 of 1/25 000 aangeduide grenzen;

3° het aantal :

a) edelherten met gewei, met aanduiding van het aantal enden;

b) edelherten zonder gewei (hinden, jonge hinden en jongen van beide geslachten),

die geschoten werden op het jachtgebied dat het onderwerp is van de aanvraag, tijdens de drie vorige jachtseizoenen;

4° het aantal :

a) edelherten met gewei;

b) hinden, jonge hinden en jongen van beide geslachten,

waarvoor de toelating tot schieten gevraagd is;

5° de verbintenis de toegang op zijn jachtgebied vrij te laten voor de ambtenaren en aangestelden van de dienst voor bossen, jacht en visserij ten einde de noodzakelijke gegevens voor het opstellen van het afschotplan te verzamelen en toezicht te houden op de uitvoering ervan.

§ 2. Binnen de maand die de aanvraag tot toekenning van een afschotplan volgt betekent de eerstaanwezende ingenieur-hoofd van dienst waarvan het grootste gedeelte van het jachtgebied afhangt zijn akkoord, zijn gedeeltelijk akkoord of zijn weigering van het afschotplan aan de aanvrager, bij aangetekende brief.

In geval van gedeeltelijk akkoord of van weigering, is de beslissing gemotiveerd, op straffe van nietigheid.

Het gedeeltelijk akkoord zal het schieten kunnen opleggen van meer of minder dieren van het soort edelhert, bepaald volgens het geslacht, de aanduiding van het aantal enden of volgens de ouderdomscategorie voor die zonder gewei.

§ 3. Binnen de acht dagen van de bekendmaking van de beslissing van gedeeltelijk akkoord of weigering van het afschotplan zal de aanvrager, bij aangetekende brief, een beroep kunnen indienen bij de in artikel 6 bedoelde commissie.

Een gewijzigde aanvraag tot toekenning van het afschotplan kan samen met het beroep ingediend worden.

Art. 6. § 1. Er wordt een commissie van het afschotplan ingericht die de opdracht heeft een uitspraak te doen over het beroep dat gedaan wordt tegen de beslissingen van de eerstaanwezende ingenieur-hoofd van dienst gevende een gedeeltelijk akkoord of weigerende een aanvraag tot toekenning van een afschotplan.

§ 2. De commissie is samengesteld als volgt :

- drie vertegenwoordigers van de dienst voor bossen, jacht en visserij;
- twee vertegenwoordigers van de jagers op grof wild behorende tot het soort edelhert;
- twee leden van de Waalse hoge jachtraad.

De oudste ambtenaar in de hoogste graad is voorzitter van de commissie. Bij staking van stemmen, is die van de voorzitter doorslaggevend.

§ 3. De Minister tot wiens bevoegdheden de jacht behoort duidt de leden van de commissie aan.

Hij duidt eveneens de plaatsvervangende leden aan.

Het mandaat van de leden is gratis.

De zetel van de commissie is gevestigd te Namen, ten zetel van het algemeen bestuur van natuurlijke hulpbronnen en leefmilieu.

De dienst voor bossen, jacht en visserij verzekert het secretariaat van de commissie.

§ 4. De beroepen worden ingediend bij de zetel van de commissie, bij aangetekende brief.

De commissie doet uitspraak op de beroepen ten laatste op 8 september 1989.

§ 5. Door een met redenen omklede beslissing kan de commissie het door de eerstaanwezende ingenieur-hoofd van dienst gegeven gedeeltelijk akkoord wijzigen of de weigering van een afschotplan wijzigen in een gedeeltelijk akkoord van het afschotplan.

De beslissing van de commissie wordt aan de eiser betekend ten laatste op 14 september 1989.

Art. 7. Bij verval van de in artikel 5, § 2, en in artikel 6, § 5, bedoelde termijnen geldt het gebrek aan kennisgeving als aanvaarding van de oorspronkelijke aanvraag of eventueel van de gewijzigde aanvraag tot toekenning van een afschotplan.

Art. 8. § 1. Elk edelhert met of zonder gewei dat geschoten werd op een gebied dat niet voorzien is van een afschotplan of buiten de bepalingen of voorwaarden ervan zal, ter benaerstiging van de eerstaanwezende ingenieur-hoofd van dienst, aan de burgemeester van de gemeente overhandigd worden om ter beschikking gesteld te worden van de meest nabije liefdadigheidsinstelling.

§ 2. Op de gebieden onder bosregeling, wanneer een minimum aantal van edelherten zonder gewei waarvan het door het afschotplan vastgesteld verplicht schieten niet bereikt zal zijn, zal de eerstaanwezende ingenieur-hoofd van dienst over kunnen gaan tot de uitroeiing van de overschot, na de sluitingsdatum van de jacht, door iedere persoon met een jachtvergunning en voor dit doeleinde aangesteld.

Het op die wijze afgeschoten wild zal, ter benaerstiging van de burgemeester van de gemeente, ter beschikking gesteld worden van de meest nabije liefdadigheidsinstelling.

Onderafdeling 2. — De openings- en sluitingsdata

Art. 9. Voor de toepassing van deze onderafdeling dient te worden verstaan onder :

— jacht met het geweer bij bers- of loerjacht : jachtmiddel dat alléén uitgeoefend wordt, zonder drijver noch hond, enkel binnen de bossen, met inbegrip van de moerassige delen, de open plekken, het laaggelegen grasland en de brandlanen;

— end of spits : elke uitwas die, gemeten langs zijn buitencurve vanaf de bissectrice van de door het uitspruitel of de spits gevormde hoek met de stang waarvan hij voortspruit, twee centimeters reikt.

Art. 10. Met uitzondering van de gebieden die van een bijzonder besluit genieten tot vaststelling van de jacht op grof wild, worden de openings- en sluitingsdata van de jacht met het geweer op het soort edelhert als volgt vastgesteld :

1° spitskert met spitsen van minder dan 20 centimeters :

- a) bij bers- en loerjacht : van 15 september tot 30 november;
- b) bij drijfjacht : van 1 oktober tot 30 november.

2° edelherten met 4 en 6 enden :

edelherten met 8 enden met minder dan 4 enden aan een stang,
edelherten met 10 enden, met uitzondering van tienenders met beiderzijde kronen, t.i.z. met aan elke stang drie enden boven het middenend :

- a) bij bers- en loerjacht : van 15 september tot 14 oktober;
van 15 november tot 30 november;
- b) bij drijfjacht : van 15 november tot 30 november.

3° edelherten met 12 enden en meer :

- a) bij bers- en loerjacht : van 1 oktober tot 30 november;
- b) bij kloppjacht : van 1 oktober tot 30 november.

4° edelherten met 14 enden en meer :

- a) bij bers- en loerjacht : van 15 september tot 30 november;
- b) bij drijfjacht : van 1 oktober tot 30 november.

- 5° hinden en jongen van beide geslachten :
- a) bij bers- en loerjacht : van 15 oktober tot 31 december;
 - b) bij drijfjacht : van 15 oktober tot 31 december.

Onderafdeling 3. — Het vervoer van het soort edelhert

Art. 11. § 1. Elk vervoer van het soort edelhert wordt enkel geoorloofd indien de vervoerder in het bezit is van een vervoergetuigschrift dat gelijkvormig is aan de bijlage I bij dit besluit.

§ 2. Het vervoergetuigschrift wordt opgesteld door een ambtenaar of aangestelde van de dienst voor bossen, jacht en visserij, door een rijkswachter of een veldwachter.

§ 3. Het getuigschrift moet verplichtend overgezonden worden door de gebruiker, op zijn kosten vóór 31 januari 1990, aan de eerstaanwezende ingenieur-hoofd van dienst van de dienst voor bossen, jacht en visserij van het gebied waar het schieten plaats vond.

Afdeling 2. — Het soort reebok

Art. 12. Voor de toepassing van deze afdeling dient te worden verstaan onder :

Jacht met het geweer bij bers- of loerjacht : jachtmiddel dat alléén uitgeoefend wordt, zonder drijver noch hond, enkel binnen de bossen, met inbegrip van de moerassige delen, de open plekken, het laaggelegen grasland en de brandlanen.

Art. 13. De openings- en sluitingsdata van de jacht met het geweer op het soort reebok worden als volgt vastgesteld :

- 1° zowel bij drijfjacht als bij bers- of loerjacht :
 - a) reebok : van 1 oktober tot 30 november;
 - b) reegeeit en jongen van beide geslachten : van 1 oktober tot 30 november;
- 2° enkel bij bers- en loerjacht :
 - a) reebok met minstens drie enden aan een stang : van 15 juli tot 15 augustus 1989;
 - b) reebok met minder dan drie enden aan elke stang : van 15 tot 31 mei 1990.

Art. 14. Gedurende de in artikel 13, 2°, bedoelde tijden gedurende dewelke het geoorloofd is enkel reebokken te schieten, evenals tijdens de tien dagen die op de sluitingsdatum van dit schieten volgen, is het vervoer tot aan de plaats van verbruik of van kleinhandel slechts toegelaten indien het dier zijn gewei heeft behouden of op voorlegging van een getuigschrift, geldig gedurende vijf dagen, opgesteld door één van de in lid 1 van artikel 24 van de jachtwet van 28 februari 1882 vermelde overheidsbeambten waarbij vastgesteld wordt dat het vervoerde dier tot één der types behoort waarvan het schieten toegestaan is.

Afdeling 3. — Het soort damhart

Art. 15. De openings- en sluitingsdata van de jacht met het geweer op het soort damhart worden als volgt vastgesteld :

- 1° damhart : van 15 september tot 30 november;
- 2° damhinde en jongen van beide geslachten : van 1 november tot 31 december.

Art. 16. Gedurende de tijd dat het geoorloofd is enkel de damhart of de damhinde te schieten, is het vervoer slechts toegelaten indien het dier, op zichtbare wijze, zijn gewei draagt of de uiterlijke kenmerken van zijn geslacht, naargelang het geval.

Afdeling 4. — Het soort moeflon

Art. 17. De openings- en sluitingsdata van de jacht met het geweer op het soort moeflon worden als volgt vastgesteld :

- 1° mannelijke moeflon waarvan een hoorn, gemeten langs de buitenzijde, ten minste 60 centimeters bereikt;
 - 2° vrouwelijke moeflon;
 - 3° jonge mannelijke dieren met hoornen van maximum 15 centimeters;
 - 4° lammeren van het vrouwelijke geslacht :
- van 1 oktober tot 15 januari.

Afdeling 5. — Het soort wild zwijn

Art. 18. De jacht op wild zwijn is open gans het jaar, behalve gedurende de periode van 16 januari tot en met 15 april wanneer zij geschorst is, zowel in het bos als in open veld.

HOOFDSTUK II. — Het klein wild

Art. 19. De openings- en sluitingsdata van de jacht met het geweer op het klein wild worden als volgt vastgesteld :

- 1° patrijs : van 15 september tot 30 november;
- 2° haas : van 15 oktober tot 31 december;
- 3° fazanthaan : van 15 oktober tot 31 januari;
- 4° fazanthen : van 15 oktober tot 31 december;
- 5° houtsnip : van 15 oktober tot 31 december.

Art. 20. Bij toepassing van artikel 2 van de jachtwet van 28 februari 1882 is de loerjacht op de houtsnip geopend van 15 oktober tot 15 november.

- Deze loerjacht zal enkel plaats kunnen hebben onder de volgende voorwaarden :
- a) 's avonds, tot een half uur na zonsondergang en 's morgens, vanaf een half uur vóór zonsopgang;
 - b) binnen bossen van minstens 20 hectare;

c) door de houders van het jachtrecht of hun afgevaardigden;

d) indien het jachtgebied voldoet aan de voorschriften van artikel 2bis van de jachtwet van 28 februari 1882.

Art. 21. § 1. Op het tijdstip dat het alleen toegelaten is de fazantheen te schieten en te vervoeren, mogen de fazanten slechts vervoerd worden, te koop aangeboden, verkocht of gekocht, indien minstens hun kop met de pluimen bedekt is.

§ 2. Bij toepassing van artikel 36, 1e lid, 2^o van de jachtwet van 28 februari 1882, er ingevoegd bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 19 juli 1985, is de houder van het jachtrecht van een bos dat minstens twintig hectare uit één stuk groot is, gemachtigd, van 15 september tot 30 november, kippende ruikooien onder de vorm van doorzichtige gevlochten manden te gebruiken voor het terugvangen, in dit bos, van de fazantheen en -hennen die bestemd zijn voor het houden of voor de kweek, indien hij bijzondere en voldoende installaties bezit voor het verzorgen van de teruggevangene vogels.

De vangtuigen mogen niet op minder dan vijftig meter van de rand van de naburige beboste eigendommen geplaatst worden.

§ 3. De eerstaanwezende ingenieur-hoofd van dienst, bevoegd voor het gebied, zal toelatingen voor terugneming van fazantheen en -hennen kunnen uitreiken onder de voorwaarden die hij zal vaststellen.

HOOFDSTUK III. — *Het waterwild*

Afdeling 1. — De openingsdata

Art. 22. De openings- en sluitingsdata van de jacht met het geweer op waterwild worden als volgt vastgesteld:

- 1^o wilde eend : van 15 augustus tot 31 januari;
- 2^o watersnip : van 15 september tot 31 januari.

Afdeling 2. — Bijzondere bepalingen

Art. 23. Het schieten van eendekuijken die nog niet kunnen vliegen is verboden.

Art. 24. De jacht op wilde eend vóór de algemene opening van de jacht in open veld is enkel geoorloofd op de waterlopen alsmede op en in de onmiddellijke nabijheid van vijvers en moerassen, waar de jager in het bezit is van het jachtrecht.

Art. 25. Bij toepassing van artikel 2 van de jachtwet van 28 februari 1882 kan de jacht op wilde eend tijdens een half uur na zonsopgang en tijdens een half uur voor zonsopgang toegestaan worden door de eerstaanwezende ingenieur-hoofd van dienst van de dienst voor bossen, jacht en visserij, bevoegd voor het gebied en volgens de door hem vastgestelde bepalingen.

Art. 26. Bij langdurige vorstperiode kan de dienst voor bossen, jacht en visserij de jacht op de in de eerste afdeling van dit hoofdstuk bedoelde soorten schorsen voor perioden van vijftien dagen die vernieuwbaar zijn.

Deze schorsing zal in kracht treden op de dag van de verschijning van een bericht in het *Belgisch Staatsblad*.

HOOFDSTUK IV. — *Het overige wild*

Art. 27. De openings- en sluitingsdata van de jacht met het geweer op het overige wild worden als volgt vastgesteld:

- 1^o konijn in het bos : gans het jaar;
- 2^o konijn in open veld : van 15 september tot 31 december;
- 3^o houtduif : van 15 september tot 31 maart;
- 4^o vos : gans het jaar;
- 5^o verwilderde kat : gans het jaar.

Art. 28. De nesten, holen of legers van de bonte kraai, wilde kat, eekhoorn, boom- en steenmarter en das mogen nooit gestoord, vernietigd of weggenomen worden.

HOOFDSTUK V. — *Verbodsbepalingen inzake jacht*

Afdeling 1. — Bij sneeuw

Art. 29. Het is verboden te jagen in open veld welke ook de hoeveelheid sneeuw zij die de grond bedekt.

Art. 30. De jacht blijft echter geoorloofd in de bossen, duinen, teenbossen, brem en houtkanten.

Art. 31. Het schieten van waterwild blijft geoorloofd op en in de onmiddellijke nabijheid van de waterlopen, vijvers en moerassen.

Art. 32. Het schieten in open veld van wild dat rechtstreeks uit een bos komt, tijdens een drijfjacht, blijft geoorloofd voor een jager staande hetzij in het bos, hetzij in open veld, langs en voor het bos.

Afdeling 2. — De ingezaaide velden

Art. 33. Het is verboden te jagen, hoe dan ook, in velden waarop zich graangewassen, graandragende planten, rijpe of rijpende zaaddragende planten bevinden.

Het verbod is ook van toepassing indien de planten afgemaaid zijn en op de grond liggen.

Art. 34. De jacht is geoorloofd in de maais, het gras en voeder van alle aard, bieten, aardappelen, rapen en andere planten die niet gemaaid worden met het oog op graan- of zaadopbrengsten.

De jacht is tevens geoorloofd in de herfstbezaaiingen.

HOOFDSTUK VI. — *De bestrijding van konijnen*

Art. 35. Wegens de schade die hij kan veroorzaken, mag de konijn gans het jaar bestreden worden, enkel daags, door de houder van het jachtrecht met een jachtvergunning of door zijn afgevaardigde die in het bezit is van een jachtvergunning, in de volgende gevallen:

- 1^o met een vuurwapen, met of zonder fret, met of zonder hond.

Nochtans, vanaf 1 maart tot de opening van de jacht in open veld, behalve schriftelijke derogatie van de eerst-aanwezend ingenieur-hoofd van dienst, bevoegd voor het gebied, moeten de honden gemuilband zijn.

2° bij middel van buidels en fretten;

3° in de bossen, de duinen, de teenbossen, de bremvlakten, de heiden, de houtkanten en andere plaatsen zoals ophopingen, taluds, bermen en grachten met struikgewas of bramen begroeid.

Art. 36. De beëdigde wachters van de houders van het jachtrecht zijn geoorloofd de konijn te bestrijden, gans het jaar, zonder jachtverlof, zelfs bij loerjacht 's avonds en 's morgens, op gans de oppervlakte van de eigendommen die zij moeten bewaken, zonder het bewijs hoeven te leveren van een persoonlijke vergunning, gebruik makende van het geweer en de middelen en tuigen gevisseerd door het koninklijk besluit van 24 juni 1952 waarbij de middelen en tuigen worden bepaald die mogen worden aangewend voor de jacht op wilde konijnen.

Art. 37. Indien de houder van het jachtrecht niet onmiddellijk gevolg geeft aan een ingebrekestelling door de dienst voor bossen, jacht en visserij om over te gaan tot de bestrijding van de konijnen waarvan het aantal overmatig gevonden is, kan deze dienst, van ambtswege, over doen gaan tot deze bestrijding.

Art. 38. Bij toepassing van de bepalingen van artikel 1, 3°, van het besluit van de Executieve van 2 oktober 1985 tot toekenning aan de eersaanwezende ingenieurs-hoofden van dienst van de dienst voor bossen, jacht en visserij van bepaalde machten die door de jachtwet van 28 februari 1882 aan de Executieve zijn overgedragen en door de besluiten genomen in uitvoering van deze wet, kan de eersaanwezend ingenieur-hoofd van dienst machtiging geven voor de bestrijding van de konijnen in open veld, op de percelen en aan de voorwaarden die hij bepaald, buiten de openingsperiode van de jacht op konijn in open veld.

HOOFDSTUK VII. — Bepalingen in het belang van de luchtveiligheid

Art. 39. Bij toepassing van artikel 9, 1, a) 2e streepje, van de richtlijn 79/409/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 2 april 1979 inzake het behoud van de vogelstand kan het schieten op Kievitten, kolkmeeuwen en zilvermeeuwen toegelaten worden:

1° binnen de grenzen van de vliegvelden van de Regie der Luchtwegen te Charleroi-Gosselies en te Luik-Bierset;

2° binnen de grenzen van militaire vliegvelden te Bierset (Grâce-Hollogne), Bevekom en Incourt, Chièvres en Florennes.

Art. 40. Het schieten bedoeld in artikel 39 is onderworpen aan de volgende bepalingen:

1° indien de beherende overheden van de vliegvelden vaststellen dat het bevolkingsniveau van de in artikel 39 bedoelde soorten van aard is een gevaar voor te stellen voor de luchtveiligheid, zullen zij de eersaanwezend ingenieur-hoofd van dienst van de dienst voor bossen, jacht en visserij, bevoegd voor het gebied, ervan verwittigen;

2° na onderzoek en bij gemotiveerde beslissing, zal de eersaanwezend ingenieur-hoofd van dienst de perioden gedurende dewelke de bestrijding zal plaats moeten hebben, alsmede de delen van de vliegvelden die in aanmerking zullen komen en de voor de bestrijding bevoegde personen aanduiden;

3° na onderzoek en door een gemotiveerde beslissing zal de eersaanwezend ingenieur-hoofd van dienst het schieten kunnen doen beperken of vervroegd kunnen doen beëindigen.

HOOFDSTUK VIII. — Bepalingen voor het voorkomen van belangrijke schade aan gewassen, vee en bossen en de bescherming van de flora en de fauna

Afdeling I. — Sommige in het wild levende vogels

bedoeld in de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 2 april 1979

Art. 41. Bij toepassing van artikel 5 van de richtlijn 79/409/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 2 april 1979 inzake het behoud van de vogelstand is het verboden zwarte kraaien, roeken, kauwen, gaaien en eksters te schieten.

Art. 42. Bij toepassing van artikel 9, 1, a), derde en vierde streepjes, van de richtlijn 79/409/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 2 april 1979 inzake het behoud van de vogelstand, wanneer de in artikel 41 bedoelde soorten een overmatig bevolkingsniveau tonen dat van aard is belangrijke schade aan de gewassen en de flora aan te brengen, zullen de gebruikers van de bedreigde gronden, alsmede de houders van het jachtrecht die in het bezit zijn van een jachtvergunning en hun beëdigde wachters de eersaanwezend ingenieur-hoofd van dienst van de dienst voor bossen, jacht en visserij bevoegd voor het gebied per aangetekende brief inlichten van hun voornemen het aantal van deze soorten te beperken.

Deze voorafgaande kennisgeving zal de perioden gedurende dewelke de bestrijding voorzien is, alsmede de betrokkene velden, gewassen, weiden, graslanden, boomtuinen, bossen en wouden nader bepalen.

Art. 43. Gedurende een termijn van vijf vrije dagen, te rekenen vanaf de verzending van de aangetekende brief, zal geen bestrijding plaats kunnen hebben.

Art. 44. Indien de eersaanwezend ingenieur-hoofd van dienst een verzet heeft te doen gelden tegen deze bestrijding, zal hij zijn met redenen omklede beslissing, per aangetekende brief, aan de belanghebbende persoon betekenen.

Art. 45. Na onderzoek en bij gemotiveerde beslissing, zal de eersaanwezend ingenieur-hoofd van dienst de bestrijding kunnen beperken of vroegtijdig doen beëindigen.

Art. 46. De bestrijding kan enkel gebeuren onder de volgende voorwaarden:

1° enkel daags;

2° met vuurwapens of door vallen die derwijze geplaatst zijn dat zij de vangst van andere dieren onmogelijk maakt;

3° zonder dat er gebruik kan worden gemaakt van gifstoffen;

4° zonder dat er ooit in de nesten kan geschoten worden.

Voor de bestrijding van de in artikel 41 bedoelde vogels kan men roofvogels gebruiken waarvan het bezit regelmatig toegestaan is.

Art. 47. Op schriftelijke aanmaning van de eersaanwezend ingenieur-hoofd van dienst kunnen de aangestelden van de dienst voor bossen, jacht en visserij overgaan tot de bestrijding van de in artikel 41 bedoelde vogels in de onder bosregeling zijnde bossen en wouden van hun gebied, aan de in artikel 46 voorziene voorwaarden.

Afdeling 2. — De bestrijding van andere soorten die schade kunnen veroorzaken

Art. 48. De grondgebruikers, de beëidigde wachters en de aangestelde van de dienst voor bossen, jacht en visserij mogen de volgende dieren bestrijden, zowel daags als 's nachts :

- de vossen en de verwilderde kat : gans het jaar;
- de bunzings, hermelijnen en wezels : van 1 juli tot en met 28 februari.

De houders van het jachtrecht die een jachtvergunning bezitten mogen overgaan tot dezelfde bestrijding gedurende dezelfde perioden maar enkel daags.

Art. 49. De bestrijding gebeurt volgens de hiernavermelde voorwaarden :

1° met vuurwapens of door vallen die derwijze geplaatst zijn dat zij de vangst van andere dieren onmogelijk maken;

2° zonder dat er gebruik kan worden gemaakt van giftstoffen of vallen.

TITEL III. — De jacht in open veld

Art. 50. De jacht in open veld is open van 15 september tot en met 31 december.

TITEL IV. — De parforcejacht

Art. 51. De parforcejacht, met meute en zonder vuurwapens, op alle wild dat door parforcejacht gejaagd kan worden is open van 15 september tot en met 30 april, zowel in het bos als in open veld.

Voor de geit en de reekalven van beide geslachten is de sluiting echter op 31 maart.

Art. 52. De parforcejacht is verboden bij sneeuw die het bosgezicht aanhoudend bedekt gedurende meer dan 24 uur.

Art. 53. De bepalingen van artikelen 29, 33 en 34 betreffende de velden waar zich gewassen op bevinden zijn van toepassing op de parforcejacht.

TITEL V. — De jacht met drijfhond

Art. 54. De jacht met drijfhond is open van 15 oktober tot en met 31 december, mits naleving van de data die vastgesteld zijn voor het gejaagde wild.

Art. 55. De bepalingen van artikelen 29, 30, 33 en 34 zijn toepasselijk op de jacht met drijfjonden.

TITEL VI. — De jacht met een roofvogel

Art. 56. De jacht met een roofvogel is open van 15 september tot en met 31 januari, mits naleving van de data die vastgesteld zijn voor het gejaagde wild.

De jacht met een roofvogel op de houtduif is echter open zowel in open veld als in de bossen van 15 september tot en met 31 maart.

Deze jacht op konijn is bovendien, in het bos, gans het jaar toegelaten.

TITEL VII. — Het gebruik van honden

Art. 57. Gedurende de periodes gedurende dewelke de in artikelen 10 en 13 bedoelde bers- en loerjacht op edelhert en reebok enkel open is, is het gebruik van één of meerdere honden verboden.

Het gebruik van een aan de leiband gehouden hond is echter toegelaten met het oog op het opzoeken en volgen van het spoor van een gekwetst edelhert of reebok.

Art. 58. Voor de jacht op wild zwijn, tussen 16 april en 30 juni inbegrepen, moeten de honden aan de leiband gehouden worden.

Art. 59. Het gebruik van de hazewindhond is verboden zowel voor de jacht als voor het opsporen van enig wild.

TITEL VIII. — Het vervoer en de handel van zekere soorten

Art. 60. Het vervoer en het in de handel brengen van zwarte en bonte kraaien, roeken, kauwen, gaaien, eksters, wilde katten, dassen, boom-, steenmarters en eekhoorns zijn verboden.

Deze verbodsbepalingen zijn ook toepasselijk op de bunzings, hermelijnen en wezels.

TITEL IX. — Slotbepalingen

Art. 61. De gouverneurs van de provincies van het Waalse Gewest en de gouverneur van de provincie Brabant voor het arrondissement Nijvel worden belast met de toepassing van dit besluit.

Art. 62. De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden de jacht behoort wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 mei 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met de Economie, de K.M.O.'s en het Regionaal Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,

E. HISMANS

Bijlage

Getuigschrift voor het vervoer van dieren toebehorend tot het soort edelhert

(Toepassing van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 mei 1989 tot vaststelling van de opening en de sluiting van de jacht in het Waalse Gewest voor het seizoen 1989-1990).

De ondergetekende (naam) (voornamen)
 (hoedanigheid)
 wonende te
 verklaart dat (soort, geslacht en type)
 vervoerd onder dekking van dit getuigschrift, geschoten werd op (datum)
 te (gemeente)
 door (naam en adres)
 Dit getuigschrift is geldig voor de vijf dagen volgend op de hierna vermelde datum.
 Te de 19

(Handtekening)

Op kosten van de rechthebbende terug te zenden aan de eerstaanwezende ingenieur-hoofd van dienst bij Waters en Bossen te

Ons bekend en goedgekeurd om gehecht te worden aan het besluit van de Executieve van 11 mei 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
 belast met de Economie, de K.M.O.'s en het Regionaal Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,
 E. HISMANS

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

31 MAI 1989. — Arrêté royal
 relatif à l'octroi d'une décoration dans l'Ordre de Léopold

BAUDOIN, Roi des Belges,
 A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal du 28 février 1984 accordant certaines décorations dans l'Ordre de Léopold;

Considérant que M. Deryckere, André, n'était pas dans les conditions requises pour obtenir une décoration dans l'Ordre de Léopold;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. M. Deryckere, André Marcel Maurice, né à Ostende le 19 janvier 1928, juge consulaire au tribunal de commerce de Bruges, est nommé Chevalier de l'Ordre de Léopold.

Il portera la décoration civile.

Art. 2. Il prend rang dans l'Ordre à dater du 8 avril 1988.

Art. 3. L'article 7 de l'arrêté royal du 28 février 1984 accordant certaines décorations dans l'Ordre de Léopold est rapporté en ce qui concerne M. Deryckere, André, précité.

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

31 MEI 1989. — Koninklijk besluit
 met betrekking tot het verlenen van een ereteken
 in de Leopoldsorde

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit van 28 februari 1984 waarbij zekere eretekens in de Leopoldsorde werden verleend;

Overwegende dat de heer Deryckere, André, niet in de vereiste voorwaarden verkeerde om een ereteken in de Leopoldsorde te bekomen;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De heer Deryckere, André Marcel Maurice, geboren te Oostende op 19 januari 1928, rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Brugge, wordt benoemd tot Ridder in de Leopoldsorde.

Hij zal het burgerlijk ereteken dragen.

Art. 2. Hij neemt vanaf 8 april 1988 zijn rang in de Orde in.

Art. 3. Het artikel 7 van het koninklijk besluit van 28 februari 1984 waarbij zekere eretekens in de Leopoldsorde werden verleend, wordt ingetrokken wat betreft de heer Deryckere, André, voornoemd.